Amendement 50
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 23 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	23 bis. est particulièrement préoccupé par la pétition nº 0655--2020 qui demande au Parlement d'enquêter sur la possibilité d'une utilisation abusive et d'une mauvaise gestion de fonds de l'Union par la Commission européenne dans le cadre du programme du fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique intitulé «Soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye»; demande une enquête sérieuse sur la possible utilisation illégale des fonds européens de développement pour des objectifs autres que le développement, tels que le contrôle des frontières;

Or. en

Amendement 51
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 69 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	69 bis. regrette que le rapport annuel de 2019 sur les instruments financiers en gestion partagée ait été publié après le délai défini dans le règlement concerné[1 bis]; partage l'avis de la Cour selon lequel la pertinence des rapports de la Commission sur les instruments financiers en gestion partagée est réduite en raison de la publication trop tardive de son rapport annuel en la matière;

[1 bis] Voir article 46 du règlement (UE) nº 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 (JO L 347 du 20.12.2013)

Or. en

Amendement 52
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 105 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	105 bis. exprime son désaccord avec l'évaluation par la Commission de sa méthode de calcul du taux d'erreur; soutient que, même si la Commission reconnaît que les risques liés aux paiements utilisés dans le rapport annuel sur la gestion et la performance sont ceux qui se rapprochent le plus de l'estimation du niveau d'erreur de la Cour des comptes, il convient de noter que des éléments importants font que le taux d'erreur de la Cour des comptes et celui de la Commission diffèrent considérablement; demande donc à nouveau à la Commission d'aligner rapidement sa méthode sur celle utilisée par la Cour et de communiquer à l'autorité de contrôle budgétaire un seul taux d'erreur correspondant au risque au moment du paiement (taux d'erreur au moment du paiement); invite la Commission à communiquer séparément une estimation des futurs corrections (taux d'erreur résiduel); prie instamment la Commission d'appliquer une terminologie cohérente au sein de toutes les DG lorsqu'elle rendra compte de ces deux estimations;

Or. en

Amendement 53
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 340 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	340 bis. est extrêmement inquiet du fait que ni l'OLAF, ni la DG AGRI n'ont évalué les mesures prises par les États membres pour prévenir les fraudes concernant les dépenses de la PAC et lutter contre celles-ci;

Or. en

Amendement 54
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 371 – tiret 4

Proposition de résolution	*Amendement*
- en évaluant le volume de soutien reçu par des bénéficiaires qui ne font pas partie du groupe cible, il serait possible d'améliorer la conception de la politique et d'accroître l'efficience de la PAC. Cela supposerait de déterminer quels sont les montants de fonds de la PAC versés à des bénéficiaires dont l'agriculture n'est pas l'activité économique principale. Ces données pourraient également permettre d'identifier les demandes portant sur une concentration importante des terres, ce qui pourrait s'apparenter à un «accaparement des terres». Par ailleurs, les paiements directs ont concouru à l'augmentation des loyers des terres dans certains États membres, en particulier pour les terres à faible rendement. Des évaluateurs ont recommandé à la Commission d'examiner l'incidence des paiements directs sur l'augmentation des loyers des terres et d'étudier des contre-mesures appropriées;	- en évaluant le volume de soutien reçu par des bénéficiaires qui ne font pas partie du groupe cible, il serait possible d'améliorer la conception de la politique et d'accroître l'efficience de la PAC. Cela supposerait de déterminer quels sont les montants de fonds de la PAC versés à des ***agriculteurs dont le revenu tiré de l'agriculture est supérieur à la moyenne, ainsi que ceux payés à des*** bénéficiaires dont l'agriculture n'est pas l'activité économique principale. Ces données pourraient également permettre d'identifier les demandes portant sur une concentration importante des terres, ce qui pourrait s'apparenter à un «accaparement des terres». Par ailleurs, les paiements directs ont concouru à l'augmentation des loyers des terres dans certains États membres, en particulier pour les terres à faible rendement. Des évaluateurs ont recommandé à la Commission d'examiner l'incidence des paiements directs sur l'augmentation des loyers des terres et d'étudier des contre-mesures appropriées;

Or. en

Amendement 55
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 396 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	396 bis. se déclare particulièrement préoccupé par l'ouverture d'une enquête de la Médiatrice européenne sur le manque de contrôle de la Commission sur les abus commis envers des migrants à la frontière croate, à la suite d'une plainte d'Amnesty International, qui a fait état d'abus généralisés au fil des années à l'encontre des migrants et des demandeurs d'asile tentant d'entrer sur le territoire croate;

Or. en

Amendement 56
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 396 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	396 ter. se déclare préoccupé par les conclusions qui suggèrent que la Croatie se livre à des expulsions collectives, refuse à certaines personnes le droit de demander l'asile, et en bat et en humilie d'autres; regrette que la Commission n'ait mené aucune enquête approfondie sur les abus présumés des autorités croates et ait accordé, en 2019, un financement supplémentaire pour la surveillance des frontières au moyen d'actes délégués du Fonds pour la sécurité intérieure et de subventions octroyées au titre de l'aide d'urgence, tout en ayant pleinement connaissance des risques d'atteintes aux droits fondamentaux; s'attend au minimum à ce que la mission annoncée visant à s'assurer que les garde-frontières croates respectent les droits fondamentaux, qui a été retardée en raison de la pandémie, soit envoyée d'urgence, compte tenu de la situation catastrophique des migrants à la frontière;

Or. en

Amendement 57
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 396 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	396 quater. rappelle que les instruments de financement de l'Union pour la gestion des frontières requièrent que l'ensemble des actions financées respectent la charte des droits fondamentaux et y soient conformes; insiste dès lors sur le fait qu'à l'avenir, aucune aide d'urgence ne devrait être accordée à la Croatie dans le cadre de la gestion des frontières avant que n'aient été mis en œuvre un mécanisme de suivi et une évaluation de la correction, dans les plus brefs délais, des manquements graves, tels que la violation de l'article 4 du code frontières Schengen;

Or. en

Amendement 58
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 416

Proposition de résolution	*Amendement*
416. souligne que ces lacunes sont principalement dues à la durée des procédures d'asile, à la lenteur de l'intégration et à l'insuffisance des taux de retour; invite la Commission et les États membres à réaliser sans plus attendre des progrès sur le plan législatif;	***supprimé***

Or. en

Amendement 59
Luke Ming Flanagan
au nom du groupe The Left

Rapport **A9-0117/2021**
Joachim Kuhs
Décharge 2019: Budget général de l'UE – Commission et agences exécutives
2020/2140(DEC)

Proposition de résolution
Paragraphe 419

Proposition de résolution	*Amendement*
419. ***se dit vivement préoccupé par le fait que le programme annuel sur la gestion et la performance et*** les ***fiches de programme*** ne fournissent que peu d'informations sur l'économie et l'efficience de la mise en œuvre du Fonds***, ou sur le rapport coût-efficacité des actions qui en relèvent***;	419. ***observe que les informations disponibles soulignent la pertinence des dépenses et leur valeur ajoutée pour l'Union, mais que*** les ***indicateurs définis*** ne fournissent que peu d'informations sur l'économie et l'efficience de la mise en œuvre du Fonds;

Or. en